



Année 2023

Newsletter du « Réseau Palestine »

Cette newsletter est diffusée par le pS-Eau au « réseau Palestine », qui s'adresse aux acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale français intervenant en Palestine sur les secteurs de l'eau, l'assainissement et la gestion et protection des ressources en eau.

1. LE DYNAMISME DE LA COOPERATION DECENTRALISEE FRANCO-PALESTINIENNE SUR L'EAU, L'ASSAINISSEMENT ET LA GESTION ET PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU

1.1 RETOUR SUR LA PLACE DES THEMATIQUES DE L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT LORS DES ASSISES DE LA COOPERATION DECENTRALISEE FRANCO-PALESTINIENNE

Les 7, 8 et 9 mai 2023 se sont tenues à Ramallah les assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne.

Réunissant plus de 200 élus et experts des collectivités locales, elles ont permis d'aborder en particulier 4 thématiques focus : jeunesse palestinienne et mobilité, patrimoine, culture, et tourisme, eau et assainissement, ainsi que des enjeux émergents et transversaux : violences faites aux femmes, gouvernance des collectivités et démocratie locale, soutien aux organisations de la société civile palestinienne.

Une table ronde sur l'eau et l'assainissement, présidée par M André Viola, Conseiller départemental de l'Aude en charge de l'Europe et de l'International, a été animée par le pS-Eau.

Les représentants de collectivités palestiniennes et françaises impliquées dans des coopérations décentralisées sur ces thématiques, sont intervenus pour partager leurs expériences :

- M. Abdul Moamen Afana, Association of Palestinian Local Authorities - APLA ;
- M. Michel Demolder, Président de la Collectivité Eau du Bassin Rennais ;
- M. Ibrahim Abualrob, maire de Jalboun ;
- Mme Clare Hart, Vice-président de Montpellier Méditerranée Métropole, déléguée aux relations internationales et à la coopération européenne ;
- M. Riyad Awad, maire de Tulkarem ;
- Mme Marie Piqué, vice-présidente de la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée, en charge de la solidarité, des services publics et de la vie associative.



Table ronde sur l'eau et l'assainissement lors des assises de la coopération décentralisée franco-palestiniennes

Le Rapporteur, M. Issa Dababat, Directeur exécutif du conseil des services de l'eau du gouvernorat de Tubas, a dressé les conclusions de ce riche échange.

Pour rappel, [le feedback des assises, rédigé par Cités Unies France](#), est consultable.

La [feuille de route](#) établie à l'issue des assises, aborde de façon plus détaillée les thématiques focus des assises, dont fait partie l'eau et l'assainissement.

1.2 CREATION DU GROUPE PAYS PALESTINE DE CITES UNIES FRANCE

Suite aux assises de la coopération décentralisée, Cités Unies France a proposé la création d'un groupe pays Palestine, afin de fédérer les collectivités territoriales en coopération décentralisée avec des collectivités palestiniennes.

Le RCDP (Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine) poursuit ses actions, en portant une coopération multipartite à Jérusalem Est sur des thématiques culturelles et éducatives, impliquant plusieurs collectivités franciliennes.

Les collectivités territoriales impliquées dans des coopérations décentralisées qui abordent l'eau, l'assainissement et la gestion et protection des ressources en eau, sont largement représentées au sein de ce groupe pays.

Le groupe s'est réuni une première fois à l'occasion des RAICT le 18 septembre, puis le 7 novembre en visioconférence

[Consultez le site de CUF pour en savoir plus](#)

1.3 RENCONTRE ANNUELLE DU RESEAU PALESTINE

La rencontre annuelle du réseau Palestine du pS-Eau a eu lieu en webinaire le 6 avril 2023 avec pour objectif de partager des informations sur le cadre sectoriel palestinien de l'eau et de l'assainissement et de permettre des échanges sur les enjeux et les bénéfices de la coopération décentralisée sur ces thématiques.

Après une première partie qui a rappelé le contexte d'intervention et les différentes modalités d'action, ce webinaire a donné la parole plus spécifiquement aux représentants des services techniques (experts, élus, directeurs) impliqués dans les coopérations.

[Consultez le compte rendu](#)

1.4 BILAN ANNUEL DE LA COOPERATION DECENTRALISEE ET NON GOUVERNEMENTALE SUR L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT – PAYS DU SUD DE LA MEDITERRANEE : MAROC, TUNISIE, LIBAN, PALESTINE

Le pS-Eau a publié en septembre 2023 un bilan présentant, pour l'année 2022, les projets de coopération décentralisée et non gouvernementale franco-palestiniens, marocain, tunisien, libanais ; abordant les thématiques de l'eau, l'assainissement l'hygiène et la gestion et protection des ressources en eau.

[Retrouvez le bilan 2022](#)

Plus du quart des projets actifs dans le bassin méditerranéen en 2022, sont menés en Palestine, majoritairement via des coopérations décentralisées. Le lancement de nouveaux partenariats contrebalance les coopérations impliquant le SIAAP et le Département du Val de Marne, qui sont en voie de clôture : Morlaix Communauté avec le camp de Jalazone, ainsi que le Département de l'Aude avec la commune de Jalboun.

Sont également actives en 2022 les coopérations entre la métropole de Toulouse et la ville de Ramallah ; entre Paris, Jéricho et JSCJWV (opérateur des villages ouest de Jenin) ; entre Eaux du Bassin Rennais (EBR) et Beitunia ; et entre Lescar et Beit Fajjar.

Le bilan 2023 de la coopération décentralisée sur l'eau et l'assainissement en Palestine, sera publié au cours du premier semestre 2024. Parmi les évolutions en cours de préfiguration :

Dans le cadre de coopérations décentralisées déjà actives, les partenaires se penchent sur les thématiques de l'eau et l'assainissement pour le montage de nouveaux projets : la ville de Cergy et la commune de Saffa ; la Ville de la Chapelle sur Erdre et le camp de Jénine, avec la participation de l'AFPS 44 et de Nantes Métropole. Enfin, la Ville et la communauté urbaine de Besançon sont en réflexion pour la réactivation de leur coopération avec le camp d'Aqaba Jaber, avec l'eau comme thématique principale

2. LE SECTEUR DE L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT PALESTINIEN DANS LA SITUATION DE CRISE ACTUELLE

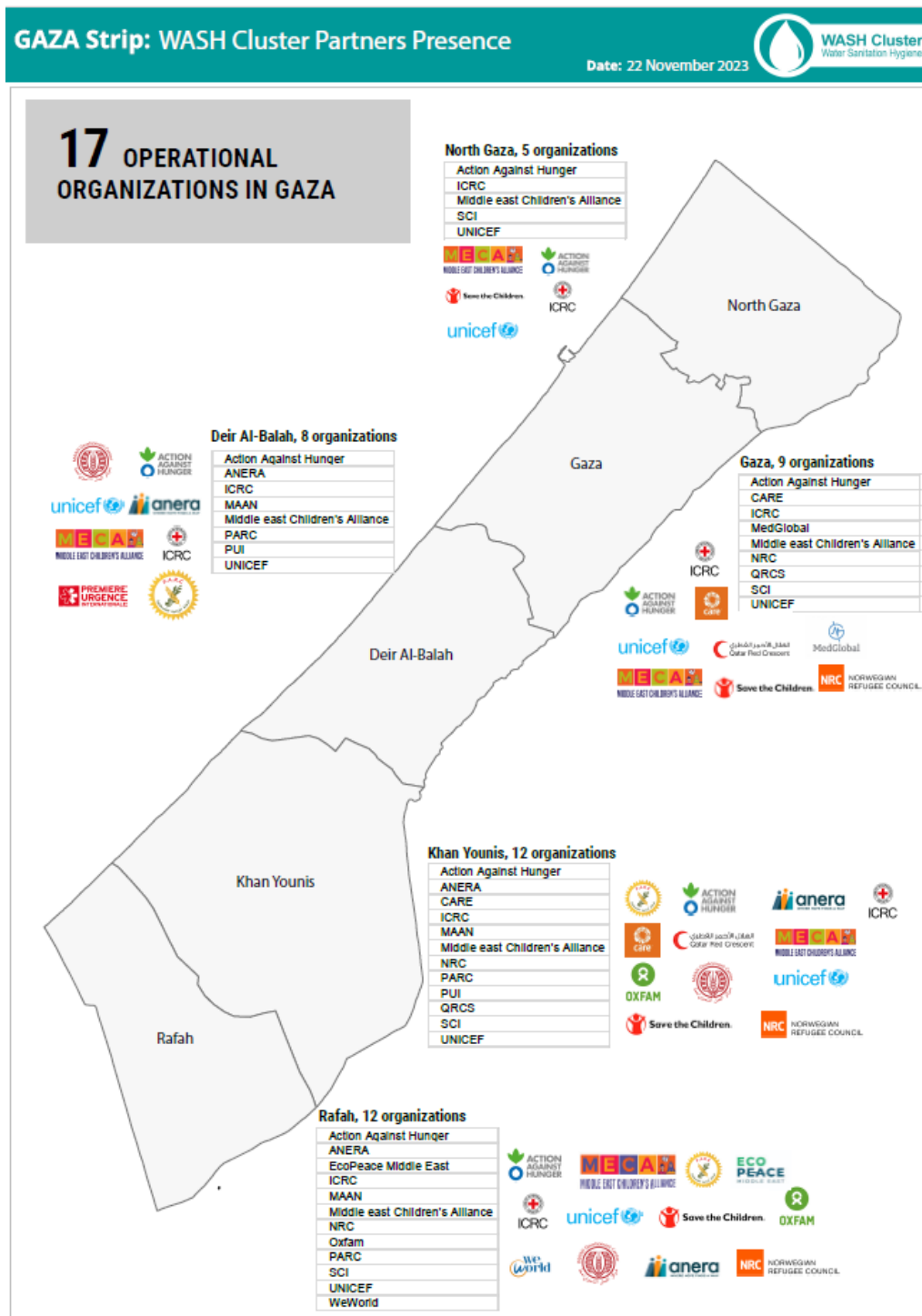
2.1 QUELS SONT LES ACTEURS IMPLIQUES ET COMMENT SE COORDONNENT-ILS ?

Le secteur WASH – les ONG

De nombreuses ONG actives dans les territoires palestiniens depuis de nombreuses années, sont mobilisées dans le contexte de crise actuel. Leur coordination est assurée par le « cluster WASH » piloté par l'UNICEF.

Voir le [WASH Cluster Partner's Profile 2022](#)

17 ONG sont actives à Gaza :



Des réunions du cluster WASH se tiennent régulièrement pour actualiser et partager les informations sur les évolutions de la situation et des besoins. Afin de coordonner leurs réponses d'urgence, assurer un suivi technique et financier global, les membres du cluster WASH mettent en commun la planification de leurs actions dans un fichier partagé.

Le cluster WASH est également amené à publier des notes de plaidoyer. Ainsi, dès le 15 octobre, ce groupe de coordination alertait sur le risque de pénurie d'eau à Gaza dans une note « [People in Gaza need water. Now. URGENT PUBLIC STATEMENT FROM THE WASH CLUSTER](#) ».

Les opérateurs des services d'eau et d'assainissement de Gaza participent également aux réunions de coordination du cluster WASH. Il s'agit de la CMWU (Coastal Municipalities Water Utility¹) et des municipalités qui ne lui ont pas transféré la gestion des services (voir [fiche Pays Palestine](#) du pS-eau).

La « National Inter-Cluster Coordination Group » (NICCG), se réunit afin de partager les informations entre les différents clusters sectoriels. Le Health cluster (cluster santé) est particulièrement en lien avec le cluster WASH, notamment pour les risques de pénuries d'eau et d'épidémies.

Les bailleurs internationaux

Les bailleurs internationaux impliqués dans les territoires palestiniens, parmi lesquels l'AFD, disposent d'une instance inter-bailleurs « informal donors group » pilotée par la banque de développement néerlandaise (FMO), afin de partager des informations sur l'évolution de la situation.

2.2 Comment se tenir informés de la situation vis-à-vis de l'accès à l'eau et l'assainissement ?

Sur la situation générale

Les actualités diffusées par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires, sur la situation dans les territoires palestiniens : [Updates | United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - occupied Palestinian territory](#) (ochaopt.org)

Il est possible de s'inscrire, afin de recevoir des actualités via une newsletter.

Sur le secteur de l'eau et l'assainissement

Le cluster WASH met à disposition des actualités et des données, sur les dommages, l'état de fonctionnement et les besoins du secteur de l'eau et l'assainissement, à Gaza et en Cisjordanie.

Via le [site du cluster WASH](#), les comptes rendus des réunions du cluster sont consultables ([Cluster Meeting Minutes](#)), ainsi qu'un tableau de bord interactif, régulièrement mis à jour, présentant les besoins et des actions proposées par les ONG ([WASH 2023 interactive dashboard](#)).

Des rapports régulièrement publiés par différentes organisations membres du cluster, dressant la situation du secteur de l'eau et l'assainissement, sont également rassemblés.

¹ Dans la bande de Gaza, les 25 municipalités doivent transférer progressivement la gestion des services d'assainissement et de distribution d'eau, à l'Unité mixte d'aide au développement (CMWU) nouvellement créée

2.3 Quelle est la situation générale actuelle du secteur de l'eau et l'assainissement ?

La situation étant évidemment instable et amenée à évoluer rapidement, il n'est pas présenté ici un état des lieux de la situation du secteur de l'eau et l'assainissement à la date de publication de la newsletter, mais plutôt les grands enjeux et les faiblesses principales auxquels il est confronté.

A Gaza

Les dégradations des infrastructures d'eau et d'assainissement

De nombreuses infrastructures des services d'eau et d'assainissement ont été endommagées ou détruites par les frappes aériennes. Les opérateurs publics (CMWU, municipalités) ainsi que la PWA (Palestinian Water Authority), l'UNRWA (United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East)² dans les camps de réfugiés, les ONG et les bailleurs se mobilisent pour cibler les équipements les plus stratégiques et effectuer des réparations d'urgence (voir 2.4).

Malgré ces efforts, les services ne sont globalement plus fonctionnels et la population, tant au nord qu'au sud, dépend de l'approvisionnement en eau par camions, que s'efforcent d'organiser les ONG et l'UNRWA, tandis que les eaux usées ne sont plus évacuées et traitées.

De nombreuses ONG et organisations internationales rappellent à tous les belligérants du conflit le respect du Droit Humanitaire International. En effet, l'article 54 du Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949³, rappelle « qu'il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que [...] les installations et réserves d'eau potable ». Cette disposition est également rappelée dans l'article 14 du Protocole additionnel relatif aux conflits armés non internationaux.

L'approvisionnement en fuel, un point critique pour rétablir les services d'eau et d'assainissement

Les usines de dessalement pour la production d'eau potable (technologie nécessaire à étant donnée la contamination des ressources en eau souterraines par l'intrusion d'eau de mer) et les usines de traitement des eaux usées, sont des technologies particulièrement consommatrices d'énergie. Israël ayant coupé l'approvisionnement en électricité, qui permet habituellement de faire fonctionner ces infrastructures, et les réserves de fuel dont disposaient les opérateurs étant épuisées, elles ne peuvent plus fonctionner et sont à l'arrêt.

L'approvisionnement de Gaza en fuel est ainsi une condition essentielle pour permettre la remise en service des systèmes de traitement pour la production d'eau potable et le traitement des eaux usées.

La disponibilité de fuel est également une condition à la distribution d'eau potable par camion, solution d'urgence palliative mise en place sur le terrain.

Le besoin d'une source d'énergie, concerne également d'autres secteurs et en premier lieu le fonctionnement des hôpitaux et de l'aide humanitaire, qui sont prioritairement approvisionnés lorsque les ONG parviennent à acheminer du fuel.

[Gaza Strip Update - Lack of fuel at crisis point: water and sanitation services on the verge shutdown, State of Palestine WASH Cluster - 14 November 2023](#)

² L'UNRWA est responsable de la gestion des camps de réfugiés, cependant la fourniture des services d'eau et d'assainissement est également parfois assurée par les municipalités, en particulier dans la bande de Gaza et les autres zones densément peuplées

³ [Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux \(Protocole I\) | OHCHR](#)

La fermeture des feeders d'approvisionnement en eau par Israël

Outre les usines de dessalement, Gaza est également approvisionnée en eau potable par l'opérateur israélien Mékorot, via trois feeders d'approvisionnement. Seul l'un de ces points de connexion est maintenu dans le sud de Gaza, les autres ayant été fermés depuis l'attaque du Hamas.

Consultez la carte établie par le cluster WASH qui localise les infrastructures critiques d'eau et d'assainissement (leur état de fonctionnement indiqué correspond à la situation du 22/10/2023 qui a évolué depuis): [GAZA STRIP: CRITICAL WATER AND WASTEWATER INFRASTRUCTURE](#)

Les conséquences sanitaires de la rupture des services d'eau et d'assainissement

Face à l'impossibilité d'accès à l'eau potable, les Gazaouis se tournent vers des sources ou des puits non sécurisés. Les difficultés d'accéder à des sanitaires et des fournitures d'hygiène, ainsi que l'absence d'évacuation des eaux usées, des excréta et plus généralement, des déchets solides, créent des conditions sanitaires à risque.

Cette situation concerne en particulier les populations déplacées dans le sud de Gaza, et rassemblées dans des camps fortement surpeuplés. Le développement d'épidémies de maladies hydriques est surveillé.

En Cisjordanie

Les services d'eau et d'assainissement continuent globalement de fonctionner, dans un contexte de tension croissant avec l'armée israélienne et les colonies.

Des dégradations de locaux et d'infrastructures de ces services ont été reportées, en particulier à Tubas, Jenin et dans le camp de Tulkarem.

Les opérations de travaux qui étaient en cours sont à l'arrêt.

2.4 QUE PEUVENT FAIRE LES ACTEURS DE COOPERATION DECENTRALISEE ?

Dans cette situation, les acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale témoignent d'une volonté de maintenir leurs liens avec des collectivités de Cisjordanie ; et également de contribuer à apporter un soutien aux Gazaouis.

A Gaza

Aucune aide directe sur le terrain de la part de collectivités territoriales ou d'associations de solidarité internationale n'est actuellement envisageable et pertinente.

Sous l'impulsion du groupe pays Palestine, Cité Unies France a ouvert un Fond d'urgence, auxquels les collectivités françaises peuvent abonder pour mutualiser leurs dons en faveur des gazaouis. Ces dons pourront être orientés vers les acteurs habilités à intervenir en situation de crise, sur divers secteurs d'intervention, parmi lesquels l'eau et l'assainissement.

[CUF/RCDP : Lancement du fonds de solidarité pour les populations civiles de Gaza, novembre 2023 \(cites-unies-france.org\)](#)

Concernant le secteur de l'eau et l'assainissement, ces acteurs, précédemment mentionnés, financent et mènent les actions suivantes :

- Réparation d'urgence d'infrastructures d'eau et d'assainissement, ou mise en place de mesures palliatives pour rétablir leur fonction (by pass de réseaux d'eau ou d'assainissement endommagés, pompage d'eau usées pour rejet en mer...) ;
- Mise à disposition de réservoirs d'eau communaux temporaires, de jerrycans pour les ménages, et traitement de l'eau au point d'utilisation ;

- Dans les zones d'accueils de personnes déplacées, fourniture d'urgence d'eau en bouteille, de kits d'hygiène, mise en place de latrines ;
- Mise en place de services essentiels d'urgence de collecte des déchets solides, y compris les excréta ;
- Plaidoyer pour le rétablissement de l'électricité et la fourniture de carburant pour rétablir le fonctionnement des infrastructures essentielles.

Consultez : [FLASH APPEAL OCCUPIED PALESTINIAN TERRITORY 2023 HUMANITARIAN PROGRAMME CYCLE, October – December 2023, FIRST REVISION NOVEMBER 2023](#)

Lorsque la guerre sera terminée, et qu'une évaluation des dommages et des besoins aura été établie, des actions durables de reconstruction pourront être planifiées, en lien avec les opérateurs publics en charges de la fourniture des services et acteurs « urgentistes ». Une implication des acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale sera alors davantage envisageable.

En Cisjordanie

Le Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, et le consulat de France à Jérusalem, encouragent les acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale à maintenir leurs liens de coopération décentralisée. La préfiguration de nouveaux projets, en particulier concernant l'eau et l'assainissement, est également encouragée, pour une concrétisation ultérieure, étant donnée l'impossibilité d'un accueil de délégations françaises et de réalisation de travaux d'infrastructures.

Faites vivre le réseau Palestine du pS-Eau !

Cette newsletter vise vous tenir régulièrement informés de l'actualité du secteur de l'eau et l'assainissement en Palestine, et des actions de coopération décentralisées et non gouvernementales qui abordent ces thématiques.

N'hésitez pas à partager toutes informations susceptibles d'intéresser les membres du réseau, ou tout besoin d'informations !

Contact :

Mérodie Boissel : melodie.boissel@pseau.org